



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

15 NOV. 2017

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Laurence DANJOU-GALIERE

☎ : 04 72 61 37 78

✉ : laurence.danjou-galiere@rhone.gouv.fr

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
de la société PAPREC RESEAU,
située 9, rue Blaise Pascal à CHASSIEU**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles article L171-7 et L171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2013 régissant les activités de la société PAPREC RESEAU pour son site situé 9, rue Blaise Pascal à CHASSIEU ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 15 septembre 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement et l'absence de réponse de l'intéressé dans les délais concernés ;

VU le rapport du 15 septembre 2017 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux le 8 septembre 2017 a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société PAPREC RESEAU ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 octobre 2013 pré-cité :

- en ne disposant d'aucun obturateur à la sortie du site, permettant de collecter les éventuelles eaux d'extinction (article 4.2.4.2 et 4.3.4 (7ème et 8ème alinéa) – Isolement avec les milieux) ;
- en ne disposant pas d'un système de détection et d'alarme généralisée dans tous les bâtiments (article 7.3.3 - Système de détection).

.../ ...

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les dispositions nécessaires pour se conformer aux prescriptions de l'arrêté sus-visé en mettant en place :

- un système d'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales avec l'extérieur du site, répondant aux dispositions réglementaires des articles 4.2.4.2 et 4.3.4 (7ème et 8ème alinéa) ;
- un système de détection incendie et d'alarme généralisée (article 7.3.3).

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : La société PAPREC RESEAU, 9, rue Blaise Pascal à CHASSIEU, est mise en demeure, conformément aux dispositions des articles 4.2.4.2, 4.3.4 et 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2013 susvisés de mettre en place :

Sous un délai de trois mois :

- un système d'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales avec l'extérieur du site

Sous un délai de six mois :

- un système de détection incendie et d'alarme généralisée

Ces délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L171-11 et L514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHASSIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le **15 NOV. 2017**

Le Préfet,

Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances


Emmanuel AUBRY

